

COMMUNE DE FORCALQUIER



REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Règlement



Elaboration du RLP

Approuvée par délibération du Conseil Municipal le : 02/05/2011

Révision du RLP

Prescrite par délibération du Conseil Municipal le : 31/03/2016

Arrêtée par délibération du Conseil Municipal le : 15/11/2018

Approuvée par délibération du Conseil Municipal le :



Document réalisé par :



Urbanisme & Paysages

135 rue Rabelais

13 016 MARSEILLE

SIRET : 539 147 975 00012

E.mail : provenceurbaconseil@sfr.fr

Tel : 04.42.61.92.65

Titre I :

Dispositions générales

ARTICLE 1 – CREATION D'UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

En application de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle 2, et son décret d'application n°2012-118 du 30 janvier 2012, le Conseil Municipal de Forcalquier a prescrit, par délibération du 31 mars 2016, la révision du règlement local de publicité, avec pour objectif d'améliorer la qualité du cadre de vie et de lutter contre les nuisances visuelles.

ARTICLE 2 – PRINCIPES D'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION

Le règlement national de publicité s'appliquera dans son intégralité, dès lors qu'il n'aura pas été repris, complété ou renforcé par le présent règlement.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire communal. Il s'appuie sur deux documents graphiques qui lui sont annexés :

- Le plan de délimitation des limites de l'agglomération de la commune, *cf. annexe n° 1 du présent RLP* ;
- Les documents graphiques réglementaires, appelé communément le zonage du RLP et prescriptions réglementaires *cf. annexes n° 2 du présent RLP*.

ARTICLE 3 – REGIME DES AUTORISATIONS ET DECLARATIONS PREALABLES

► Rappel :

- En application du code de l'environnement, les nouvelles installations, les remplacements des dispositifs ou d'un matériel supportant de la publicité, une préenseigne ou une enseigne sont soumis à une demande préalable en mairie à l'aide d'un formulaire spécifique.
- Les préenseignes n'excédant pas 1 mètre en hauteur et 1,50 m en largeur ne sont soumis à aucune formalité. Elles doivent cependant se conformer aux règles du présent RLP et aux dispositions nationales.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MISE EN CONFORMITE

Le présent règlement prend effet à la date de son approbation par le conseil municipal de la commune de Forcalquier, après sa transmission au représentant de l'Etat et les mesures de publicité.

A la même date, la délibération n°2011-038 du conseil municipal du 2 mai 2011 est abrogée.

► Rappel :

- Conformément à l'article R.581-88 du code de l'environnement, les dispositifs publicitaires et les préenseignes, conformes aux dispositions du précédent règlement

local de publicité et installés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, ont un délai de 2 ans à compter de sa date d'effet pour se conformer à ses dispositions.

- Conformément à l'article L.581-43 du code de l'environnement, les enseignes conformes aux dispositions du précédent règlement local de publicité et installées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, ont un délai de 6 ans à compter de sa date d'effet pour se conformer à ses dispositions.

ARTICLE 5 – SANCTIONS

Les infractions au présent règlement sont sanctionnées conformément aux dispositions du code de l'environnement en vigueur à la date de l'infraction.

ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Le présent règlement sera tenu à la disposition du public.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT

- La publicité
- Les préenseignes
- Les enseignes
- L'affichage libre et associatif

D'une manière générale, la commune de Forcalquier se conforme à la réglementation locale qui suit les recommandations élaborées dans le cadre de la charte signalétique approuvée par les communes de moins de 10 000 habitants du Parc Naturel Régional du Lubéron (PNRL).

Le RLP ne réglemente pas le domaine public départemental qui est soumis à autorisation du Conseil Départemental. Tous les dispositifs installés sur le domaine public départemental ou le surplombant sont soumis aux dispositions du Schéma Routier Départemental, au code de la route, au code de la voirie routière et aux lois¹.

¹ Loi n°89-413 du 22 juin 1989, décret n°89-631 du 4 septembre 1989, article 25 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982, article L.116-1 du Code de la voirie routière, loi du 29 décembre 1979 et ses décrets d'application, Articles L113-1, L116-2, L131-3 du Code de la Voirie Routière et R418-1 à 418-9 du Code de la Route, Décret n°76-148 du 11 février 1976 et Arrêté du 17 janvier 1983.

1. LA PUBLICITE (cf. annexe n°5 : Définitions)

1.1 Principe général :

La publicité est interdite sur l'ensemble du territoire de la commune de Forcalquier à l'exception :

- des publicités s'inscrivant à l'intérieur de l'enceinte du terrain de foot principal, à condition :
 - d'être non visible depuis le domaine public,
 - d'être positionnées dans l'enceinte clôturée de l'aire de jeu et orientées en direction de l'aire de jeu,
 - de ne pas excéder 1 publicité recto par activité,
 - de ne pas excéder un format de 1,5 m²,
 - d'utiliser un support rigide sans fond blanc et sans couleurs criardes,
 - de ne pas être lumineuses, ni numériques,
 - d'être posées sous la main courante bordant la pelouse ;
- des publicités s'inscrivant à l'intérieur de l'enceinte des cours de tennis et des jeux de boules, à condition :
 - d'être non visible depuis le domaine public,
 - d'être positionnées dans l'enceinte clôturée de l'aire de jeu et orientées en direction de l'aire de jeu,
 - de ne pas excéder 1 publicité recto par activité,
 - de ne pas excéder un format de 1,5 m²,
 - d'utiliser un support rigide sans fond blanc et sans couleurs criardes,
 - de ne pas être lumineuses, ni numériques,
 - de ne pas dépasser une hauteur maximale de 1,20 m au-dessus du niveau du sol.

○ Cas particulier du mobilier ou objet servant de publicité :

Est interdit tout mobilier ou objet mis en scène ou exposé à des fins de publicité.

2. LES PREENSEIGNES (cf. annexe n°5 : Définitions)

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité, elles sont donc interdites sur l'ensemble du territoire de Forcalquier à l'exception des zones suivantes :

- **hors agglomération** : des préenseignes dérogatoires et des préenseignes temporaires.
- **en agglomération** : des préenseignes temporaires autorisées dans les conditions du présent règlement.

► Rappel :

Hors agglomération, les préenseignes dérogatoires doivent être implantée en dehors du domaine public à 5 m au moins du bord de la chaussée (*Article 2 de l'arrêté du 23 mars 2015 fixant certaines prescriptions d'harmonisation des préenseignes dérogatoires*).

2.1 Les préenseignes dérogatoires :

Les activités dérogatoires sont les suivantes :

- Les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produit du terroir* par des entreprises locales,
- Les activités culturelles*,
- Les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

Il est recommandé que les préenseignes dérogatoires respectent le graphisme (typographie, codes couleur, pictogramme, ...) et le format (1m de largeur sur 0,6m de hauteur) établi par la Charte Signalétique du Parc Naturel Régional* du Lubéron (PNRL).

- Rappel : (*art. R581-66 du code de l'environnement et arrêté de 23 mars 2015 fixant certaines prescriptions d'harmonisation des préenseignes dérogatoires*)

■ POSITIONNEMENT :

Les préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent. Toutefois, cette distance est portée à 10 kilomètres pour les préenseignes dérogatoires signalant des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite

■ DIMENSIONNEMENT :

En toutes zones hors agglomération, les préenseignes dérogatoires ne peuvent être réalisées autrement que par des panneaux plats de forme rectangulaire qui ne doivent en aucun cas excéder 1,50 m de largeur sur 1 m de hauteur.

La hauteur des préenseignes dérogatoires panneau inclus ne peut excéder une hauteur de 2,20 mètres au-dessus du niveau du sol.

Deux préenseignes dérogatoires au maximum peuvent être juxtaposées l'une sur l'autre et verticalement alignées sur un seul et même mât. Seuls les mâts mono-pieds sont autorisés, leur largeur ne pouvant excéder 15 cm.

En référence à l'article R. 418-2-I du code de la route, toute indication de localité mentionnée sur une préenseigne dérogatoire ne peut être complétée par une flèche ou par une distance kilométrique.

► **Rappel :** (art. R581-67 du code de l'environnement)

■ **NOMBRE PAR ACTIVITES DEROGATOIRES :**

- 4 préenseignes dérogatoires maximum par monument, lorsque ces préenseignes signalent des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.
- 2 préenseignes dérogatoires maximum lorsqu'elles indiquent la proximité d'un monument historique, classé ou inscrit, ouvert à la visite, peuvent être installées à moins de cent mètres ou dans la zone de protection de ce monument.
- 2 préenseignes dérogatoires max par activité culturelle signalée. La commercialisation de biens culturels ne peut être regardée comme une activité culturelle au sens de l'article L. 581-19.
- 2 préenseignes dérogatoires max pour une entreprise locale que son activité principale conduit à fabriquer ou vendre des produits du terroir.

2.2 Les préenseignes temporaires :

Sont considérées comme préenseignes temporaires :

- les préenseignes installées pour moins de 3 mois signalant des opérations exceptionnelles ou des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique,
- les préenseignes installées pour plus de 3 mois qui signalent des travaux publics, des opérations immobilières de lotissement, de construction, de réhabilitation, de location ou de vente

► **Rappel :**

Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées **trois semaines avant le début** de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être **retirées une semaine au plus tard après la fin** de la manifestation ou de l'opération. (Article R581-69 du Code de l'Environnement). Elles peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol.

■ **POSITIONNEMENT :**

En agglomération, les préenseignes temporaires doivent respecter les secteurs d'implantation définis sur le document graphique du RLP : rue mercière et rue d'Orléans (*annexe n°2.B du RLP*), sur un support de la commune de Forcalquier et uniquement durant la période de piétonisation des rues.

Hors agglomération, les préenseignes temporaires peuvent être implantées au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent. Toutefois, cette distance est portée à 10 kilomètres pour les préenseignes signalant des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite

■ **DIMENSIONNEMENT :**

- Hors agglomération : 1 m de hauteur x 1,50 m de largeur maximum
- En agglomération : 0,60 m de hauteur x 1 m de largeur maximum à l'exception des banderoles mises en place par la commune signalant des manifestations d'intérêt général dont la dimension est 1 m de hauteur x 1,50 m de largeur maximum

■ **NOMBRE PAR OPERATION OU MANIFESTATION :** 4 maximum

3. LES ENSEIGNES (cf. annexe n°5 : Définitions)

Les enseignes doivent obéir aux règles définies dans chacune des zones du présent règlement.

► Rappel : (Article L581-18 du Code de l'Environnement)

- « Le règlement local de publicité mentionné à l'article L.581-14 peut prévoir des prescriptions relatives aux enseignes plus restrictives que celles du règlement national, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. » (Article L581-18 du Code de l'Environnement).
- Toutes les installations d'enseignes sont soumises à autorisation du maire.

3.1 Cas d'interdictions générales dans toutes les zones du règlement :

- Les enseignes scellées au sol, y compris les drapeaux flottant, à l'exception de certaines zones et sous conditions,
- Les enseignes mobiles, les tourniquets,
- Les enseignes apposées sur balcon, garde-corps*, auvent*, marquises* ou appuis de fenêtres,
- Les enseignes apposées sur les arbres et les plantations,
- Les enseignes apposées sur clôtures non aveugles* et apposées sur clôtures végétales, à l'exception des enseignes temporaires et sous condition,
- Les enseignes apposées sur clôtures aveugles, à l'exception des enseignes murales parallèles qui ne peuvent être apposée sur la façade commerciale de l'établissement où s'exerce l'activité pour des raisons techniques, architecturales ou de non visibilité depuis la voie dument justifiée, et sous condition,
- Les enseignes apposées sur et entre les ouvertures* des niveaux supérieurs,
- Les enseignes encadrant entièrement la façade,
- Les enseignes dépassant la hauteur du mur qui les supportent,
- Les enseignes sur toiture* et terrasse*,
- Les enseignes en drapeaux superposées,
- Les enseignes apposées sur pilier* d'angle de l'immeuble, sur l'imposte* de la porte d'entrée ou sur les éléments décoratifs,
- Les enseignes de couleurs vives ou criardes,
- Les enseignes lumineuses défilantes ou clignotantes,
- Les enseignes numériques* et à faisceaux de rayonnement laser*,
- Les enseignes en caissons lumineux* (éclairés par transparence), exception faite des services d'urgence (pharmacie, pompiers, gendarmerie).

Sont recommandées :

- Les enseignes peintes sur les façades enduites ou l'encadrement,
- Les enseignes éclairées par projection (projecteur extérieur solidaire de la façade ; le faisceau lumineux devra être plongeant),
- Les enseignes sur potence fixée au mur,
- L'enseigne à-plat en lettre découpée sur le linteau, sur une plaque transparente (plexi ou verre), sur le coffre à rideau roulant de la baie, sur le lambrequin du store ou sur la glace de la vitrine,
- L'utilisation de matériaux traditionnels comme le fer forgé.

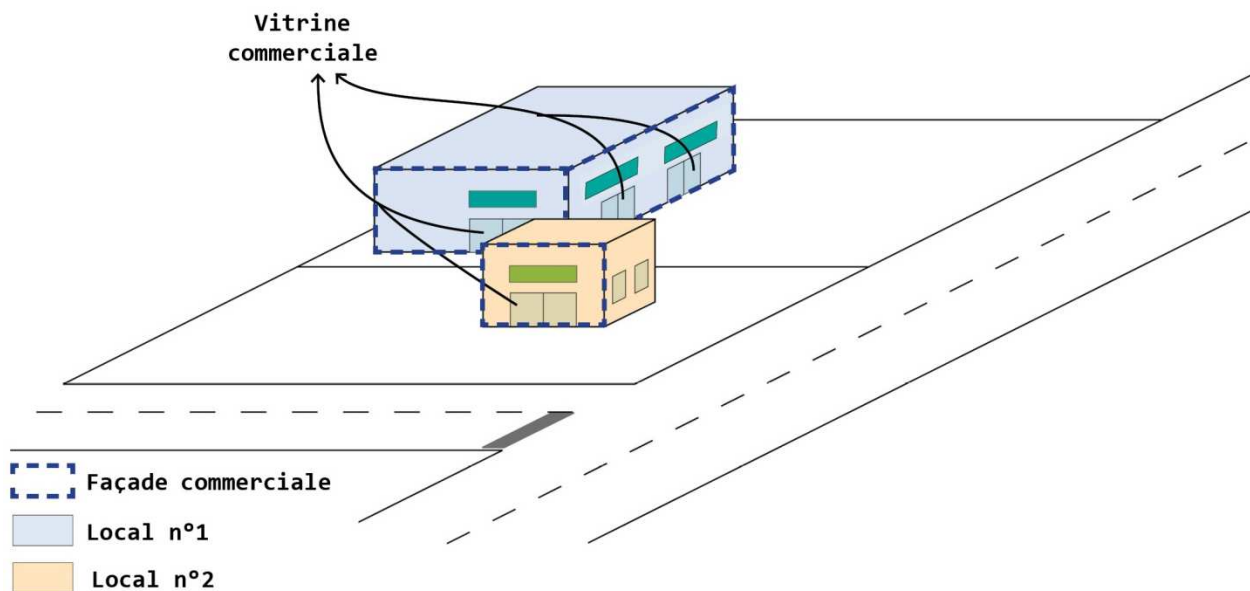
3.2 Enseignes murales

Est interdite toute enseigne qui, par ses dimensions, sa couleur² ou sa position sur le support*, serait de nature à modifier la perception des lignes principales de l'architecture, des rythmes de la façade, et d'une manière générale qui serait de nature à porter atteinte à la lecture des éléments d'architecture, de décor ou de modénature*.

L'enseigne murale doit être apposée sur la façade et au niveau où s'exerce l'activité qu'elle indique.

○ Quelques définitions

- ▶ *Local d'activité(s)* : bâtiment dans son ensemble pouvant posséder plusieurs façades commerciales (cf. schéma suivant)
- ▶ *Façade commerciale ou devanture commerciale** : la façade commerciale est la partie de la façade architecturalement dévolue à l'activité commerciale, artisanale ou de service (cf. schéma suivant). Lorsque le bâtiment comprend plusieurs étages, la façade commerciale est limitée au bandeau* ou corniche* haut de rez-de-chaussée ou à défaut à l'appui des fenêtres* du 1^{er} étage, ou 4m du sol mesuré à l'aplomb de la façade concernée.
- ▶ *Vitrine commerciale* : espace d'exposition des produits de la façade commerciale se situant derrière les vitres d'un établissement. (cf. schéma suivant)
- ▶ *Unité foncière** : îlot d'un seul tenant composé d'une ou plusieurs parcelles appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.



○ Cas particulier du mobilier ou objet servant d'enseigne :

Est interdit tout mobilier ou objet mis en scène ou exposé à des fins d'enseignes, tel que les expositions à taille réelle (voitures, piscines,...).

² Privilégier l'utilisation de couleur tellurique (tons fer, pierre, terre, ...)

● Enseignes murales parallèles au mur

Dans les sites classés et inscrits, aux abords des monuments historiques ainsi que sur ces immeubles, les enseignes murales parallèles au mur sont autorisées de préférence sous la forme de lettres peintes ou découpées. Cette règle s'applique également pour les enseignes murales visibles depuis les cônes de vue remarquables à préserver identifiés sur le document graphique du présent RLP (*cf. annexe n° 2.B du RLP*).

Si l'enseigne murale parallèle ne peut être apposée sur la façade commerciale de l'établissement où s'exerce l'activité, pour des raisons techniques, architecturales ou non visibilité depuis la voie dument justifiée, celle-ci peut être apposée sur le mur aveugle* de clôture au niveau du mur d'entrée de la parcelle et sous la forme d'une barrette de dimension maximale de 1 m de longueur sur 0,40 m de hauteur.

Les enseignes peintes directement sur le mur : la surface des éléments constituant le message de l'enseigne est englobée dans la surface autorisée par établissement.

La surface des enseignes parallèles au mur est limitée à un rapport, variable selon les zones, entre leur surface et la surface de la ou des façades du bâtiment dévolues aux activités qui y sont exercées.

La surface totale de l'enseigne telle que mentionnée dans les dispositions des différentes zones s'entend par la surface cumulée de l'ensemble des dispositifs d'un seul établissement apposés sur le ou les locaux d'activités.

Dans le cas où l'enseigne est fabriquée à partir de lettres découpées, la surface totale de l'enseigne devant être prise en considération est celle de la surface du périmètre dans lequel s'inscrit l'ensemble des lettres et accessoires constituant le message de l'enseigne.

Dans un souci d'intégration paysagère, certaines enseignes murales pourront déroger aux règles communes au regard de la qualité des **matériaux, leur forme ou l'effort de création artistique**, dans le respect du règlement national de publicité. Un examen au cas par cas sera effectué par les services de la commune en relation avec l'Architecte des Bâtiments de France.

■ POSITIONNEMENT :

- Les enseignes murales parallèles au mur doivent respecter une distance de 0,30 m minimum par rapport aux limites latérales du bâtiment (*cf. annexe n° 1, lettre E*), par rapport à la limite du niveau supérieur, de la corniche*, des appuis de baies* ou de l'égout du toit* (*cf. annexe n° 1, lettre F*) et par rapport aux ouvertures* sur façade (*cf. annexe n° 1, lettre G*).
- La saillie* des enseignes murales parallèles au mur est de 0,25m maximum (*cf. annexe n° 2*)

● Enseignes murales perpendiculaires au mur :

Lorsqu'elles sont autorisées, les enseignes perpendiculaires au mur, situées en rez-de-chaussée, doivent être posées en respectant une hauteur minimale de 2,50 m comptée depuis le sol (*cf. annexe n° 1, lettre C*) et ne pas entraver la circulation de toute nature.

● Local dans lequel sont exercées plusieurs activités :

Quand plusieurs activités distinctes sont exercées dans un même bâtiment, chaque activité doit faire l'objet d'une déclaration séparée.

Pour chaque activité, les dispositions réglementaires des enseignes doivent respecter celles fixées dans la zone concernée.

Les enseignes d'un bâtiment multi-activités devront être harmonisées dans les matériaux et coloris utilisés.

3.3 Enseignes scellées au sol

● Principe général :

Lorsque les enseignes scellées au sol sont autorisées, un établissement ne peut implanter plus d'une enseigne double face ou non de ce type.

Sur les **périmètres de cône de vue** identifiés sur le document graphique, toute **enseigne scellée au sol est interdite**, qu'elle soit permanente ou temporaire.

Cas particulier des établissements situés à un angle de rues : les établissements situés à l'angle de 2 rues peuvent installer une enseigne scellée au sol sur chacun des côtés de l'angle à la condition que ce côté comporte une façade commerciale.

● Implantation des dispositifs :

Lorsqu'elles sont autorisées, les enseignes scellées au sol ne peuvent être placées à moins de 10 m d'une baie* d'un immeuble situé sur un fond voisin (*d'après l'art. L581-64 du Code de l'Environnement*).

Les supports* des enseignes scellées au sol doivent respecter entre eux un alignement parallèle à la voie publique.

Si plusieurs établissements exercent leur activité dans le même immeuble, l'enseigne propre à chaque établissement doit partager le même support respectant les dispositions de la zone.

Si la disposition des bâtiments où s'exercent les activités entraîne un resserrement inférieur à 8 mètres entre deux supports successifs, les établissements concernés sont dans l'obligation de partager le même support respectant les dispositions de la zone.

3.4 Les enseignes lumineuses

Seules sont autorisées les enseignes éclairées par projection ou transparence dans le respect du présent RLP, et des dispositions du Code de l'Environnement.

► Rappel : (Article R581-59 du Code de l'Environnement)

Les enseignes lumineuses sont **éteintes entre 1 heures et 6 heures**, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsque l'activité cesse ou commence entre minuit et sept heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

3.5 Les enseignes temporaires

Sont admises comme enseignes temporaires :

- les enseignes installées pour moins de 3 mois signalant des opérations exceptionnelles ou des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique,
- les enseignes installées pour plus de 3 mois qui signalent des travaux publics, des opérations immobilières de lotissement, de construction, de réhabilitation, de location ou de vente.

► Rappel :

Les enseignes temporaires peuvent être installées **trois semaines avant le début** de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être **retirées une semaine au plus tard après la fin** de la manifestation ou de l'opération. (Article R581-69 du Code de l'Environnement)

3.6. Les chevalets*, porte-menu et enseignes mobiles

- Les dispositifs situés sur le domaine public sans autorisation d'occupation temporaire du domaine public sont considérés comme des publicités ou des préenseignes et, à ce titre, sont interdits.

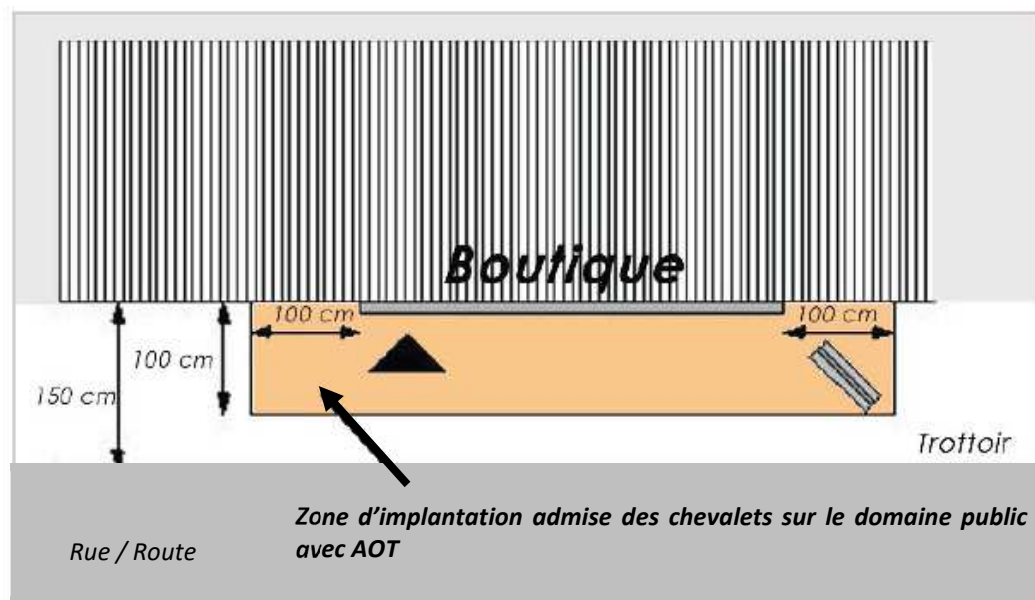
- Les chevalets* et porte-menu scellés au sol sont interdits,

- Les **dispositifs muraux** (domaine privé) sont assimilés à des **enseignes murales** spécifiques qui doivent respecter les règles suivantes :

- **NOMBRE** : limités à 2 dispositifs maximum par établissement, en plus des enseignes autorisées,
- **DIMENSIONNEMENT** : ne pas excéder une largeur de 70 cm, une hauteur de 120 cm et une épaisseur de 6 cm.

- Les **chevalets et porte-menu non scellés au sol** (mobiles*, oriflamme*, kakemonos*), situés sur le **domaine privé** ou sur des **espaces publics soumis à Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT)** du domaine public, sont considérés comme des enseignes et doivent respecter les règles suivantes :

- Les dispositifs mobiles apposés au sol sont autorisés uniquement si l'espace public sur lequel il se trouve est égal au minimum à 1,50 m de large et qu'il n'entrave pas ou ne gêne pas la circulation ;
- Un **chevalet** maximum autorisé par établissement, sans excéder les dimensions suivantes :
 - En toute zone sauf en zone 2.2 : largeur 70 cm ; hauteur 120 cm, épaisseur 6 cm,
 - En zone 2.2 : largeur 90 cm ; hauteur 120 cm, épaisseur 6 cm ;
- Le **chevalet** devra être constitué d'un cadre bois ton chêne moyen ou acier ton rouille ou gris anthracite avec un fond ardoise noir. En zone 2.2, il pourra également être constitué d'un cadre métallique avec un revêtement mat de couleur rouille ou gris anthracite ;
- Un **porte-menus** obligatoirement constitué d'un tableau de verre et acier de ton rouille ou gris anthracite ;
- Un **oriflamme** ou **kakemonos** mobile maximum autorisé par établissement, sans excéder 1 m².



ARTICLE 8 – ZONAGE

Le zonage comprend trois zones distinctes (*cf. annexe n° 2.A du RLP*) :

- la **zone 1** correspondant au village comprenant 2 secteurs :
 - le secteur 1.1 spécifique au centre ancien de Forcalquier ;
 - le secteur 1.2 correspondant à l'habitat pavillonnaire à l'intérieur de l'agglomération ;
- la **zone 2** correspondant aux secteurs spécifiques comprenant 2 secteurs :
 - le secteur 2.1 spécifique aux secteurs commerciaux existants en agglomération
 - le secteur 2.2 spécifique aux zones d'activités hors agglomération
- la **zone 3** correspondant au reste du territoire, hors agglomération.

Ces zones sont délimitées en fonction de la densité et du caractère architectural du tissu urbain, de la largeur des voies et des conditions de circulation, ainsi que de la taille et densité des activités économiques situées dans chaque secteur concerné.

Le zonage identifie des éléments remarquables à préserver (*cf. annexe n° 2.B du RLP*) :

- ▶ Immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques :
 - Ancien hôtel Arnaud (Inscrit - 18/12/1980) ;
 - Ancien couvent des Cordeliers (Inscrit - 12/09/1968) ;
 - Chapelle de l'ancien couvent de la Visitation (cinéma) (Inscrit - 09/03/1927) ;
 - Chapelle Saint-Jean (Classé - 06/03/1979) ;
 - Chapelle Saint-Pancrace (Inscrit - 14/10/1987) ;
 - Chemin caladé et muret menant à Saint-Pancrace (Inscrit - 14/10/1997) ;
 - Eglise Notre Dame de Bourguet (Classé - par liste de 1889 ;
 - Fontaine Saint-Michel (Classé - 21 mai 1910) ;
 - Hôtel, 3 rue Béranger (Inscrit - 19/01/1999) ;
 - Hôtel d'Autane, 10 Grande rue (Inscrit - 13/09/1988) ;
 - Oratoire Notre Dame (Inscrit - 14/10/1997).
- ▶ Site classé ou inscrits au titre des monuments historiques :
 - Cimetière (Site Classé - 02/08/1946) ;
 - Quartier Saint Pancrace et la Bombardièrre (Site Inscrit - 10/010/1973) ;
 - Centre ancien, quartier Saint Jean (Site Inscrit - 23/08/1988).
- ▶ Les cônes de vue remarquables.

Titre II :

Dispositions applicables par zone

REGLEMENTATION DE LA ZONE 1

CENTRE ANCIEN ET AGGLOMERATIONS HORS ZONE 2

1. LA DELIMITATION

La zone 1 correspond au village de Forcalquier. Elle comprend 2 secteurs :

- le secteur 1.1 spécifique au centre ancien de Forcalquier ;
- le secteur 1.2 correspondant à l'habitat pavillonnaire à l'intérieur de l'agglomération ;

Le périmètre est délimité sur le document graphique réglementaire du présent RLP (*cf. annexe n° 2.A du RLP*).

2. LA PUBLICITE

La publicité est interdite, y compris sur le mobilier urbain.

3. LES PREENSEIGNES

Cf. dispositions générales.

4. LES ENSEIGNES

Les règles applicables dans le périmètre de la zone 1, complétant le règlement national et la partie 3 des dispositions générales (Titre I, article 7) du présent RLP, sont les suivantes :

4.1 Les enseignes murales

■ FAÇADES COMMERCIALES INFÉRIEURES A 50 M² :

La surface totale des enseignes (murales et perpendiculaires) est limitée à **20%** de la surface de la façade principale liée à l'activité s'exerçant dans le bâtiment.

■ FAÇADES COMMERCIALES SUPÉRIEURES A 50 M² :

La surface totale des enseignes (murales et perpendiculaires) est limitée à **15%** de la surface de la façade principale liée à l'activité s'exerçant dans le bâtiment.

○ Enseignes murales parallèles au mur :

Les enseignes murales parallèles au mur situées sur les **activités à l'étage** sont interdites, à l'exception du secteur 1.2 et uniquement si le rez-de-chaussée n'est pas visible depuis la voie. Dans ce cas, une enseigne murale ne dépassant pas le niveau du 1^{er} étage est admise, avec une dimension maximum de 2 m².

■ **NOMBRE :**

► **Façades commerciales inférieures à 50 m² :**

- 1 enseigne murale parallèle au mur autorisée par façade commerciale dans la limite de 2 façades

► **Façades commerciales supérieures à 50 m² :**

- En secteur 1.1, 1 enseigne murale parallèle au mur autorisée par façade commerciale dans la limite de 2 façades
- En secteur 1.2, 2 enseignes murales parallèles au mur autorisées maximum par façade commerciale si présence de 2 vitrines commerciales, dans la limite de 2 façades

■ **DIMENSIONNEMENT :**

- La dimension de l'enseigne parallèle au mur est d'une hauteur maximale de 0,50 m (cf. *annexe n° 1, lettre A*) et 0,45m pour les lettres peintes ou découpées (cf. *annexe n° 1, lettre B*).

► **Façades commerciales inférieures à 50 m² :**

- La surface totale ne peut excéder 2 m²

► **Façades commerciales supérieures à 50 m² :**

- En secteur 1.1, la surface totale ne peut excéder 2 m²
- En secteur 1.2, la surface totale ne peut excéder 4 m²

○ **Enseignes murales perpendiculaires au mur :**

- **NOMBRE :** 1 enseigne en drapeau par façade commerciale dans la limite de 2 façades

- **POSITIONNEMENT :** Les enseignes en drapeau doivent respecter une distance de 0,30 m minimum par rapport aux limites latérales du bâtiment (cf. *annexe n° 1, lettre E*), par rapport à la limite du niveau supérieur, de la corniche et des appuis de baies ou de l'égout du toit (cf. *annexe n° 1, lettre F*).

■ **DIMENSIONNEMENT :**

► **Hauteur - Largeur - Epaisseur :**

- En secteur 1.1, 0,50m x 0,50m x 0,25m maximum
- En secteur 1.2, 0,60m x 0,60m x 0,25m maximum (cf. *annexe n° 3*).

► **Saillie* :**

- En secteur 1.1, le dispositif ne doit pas constituer une saillie de plus de 0,60m
- En secteur 1.2, le dispositif ne doit pas constituer une saillie de plus de 0,70m (cf. *annexe n° 1 lettre D et annexe n° 3*), ne doit pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique.

○ **Enseignes sur les lambrequins* ou les store-banne* :**

- **Nombre :** 1 maximum
- **Surface :** 0,60 m² maximum
- **Hauteur des caractères :** 0,15 m maximum

4.2 Les enseignes scellées au sol

- En secteur 1.1, les enseignes scellées au sol sont **interdites**.
- En secteur 1.2, les enseignes scellées sont interdites à l'exception des totems dédiés à l'affichage des prix du carburant dans les stations services, selon les règles suivantes :
 - **NOMBRE** : 1 totem scellé au sol par station-service
 - **POSITIONNEMENT** :
 - Uniquement sur le domaine privé en respectant un retrait de 2 m minimum par rapport à la limite de la chaussée. (cf. *annexe n° 4, lettre A*)
 - Doit être implantée à une distance maximale de la moitié de la hauteur de l'enseigne scellée au sol par rapport à la limite séparative. (cf. *annexe n° 4, lettre B*)
 - **DIMENSIONNEMENT** :
 - ▶ **Surface** : 1 m² maximum
 - ▶ **Hauteur depuis le sol** : 5 m maximum (cf. *annexe n° 4, lettre C*)

4.3 Les enseignes temporaires

Sont autorisés les **enseignes temporaires** installées dans les conditions suivantes :

- **NOMBRE** : 1 seule enseigne **murale** temporaire autorisée par unité foncière*
- **DIMENSIONNEMENT** :
 - ▶ **Surface pour les enseignes temporaires de moins de 3 mois** : 0,50 m² maximum
 - ▶ **Surface pour les enseignes temporaires de plus de 3 mois** : 2 m² maximum

REGLEMENTATION DE LA ZONE 2

SECTEURS SPECIFIQUES DES ZONES COMMERCIALES ET D'ACTIVITES

1. LA DELIMITATION

La Zone 2 correspond aux secteurs spécifiques. Elle comprend 2 secteurs :

- le secteur 2.1 correspondant aux secteurs commerciaux existant en agglomération.
- le secteur 2.2 correspondant aux zones d'activités situées hors agglomération.

Les périmètres des secteurs sont délimités sur le document graphique réglementaire du présent RLP (*cf. annexe n° 2.A du RLP*)

2. LA PUBLICITE

La publicité est interdite, y compris sur le mobilier urbain.

3. LES PREENSEIGNES

Cf. dispositions générales.

4. LES ENSEIGNES

Les règles applicables dans le périmètre de la zone 2, complétant le règlement national et la partie 3 des dispositions générales du présent RLP, sont les suivantes :

4.1 Les enseignes murales

■ FAÇADES COMMERCIALES INFÉRIEURES A 50 M² :

La surface totale des enseignes (murales et perpendiculaires) est limitée à **25%** de la surface de la façade principale liée à l'activité s'exerçant dans le bâtiment.

■ FAÇADES COMMERCIALES SUPÉRIEURES A 50 M² :

La surface totale des enseignes (murales et perpendiculaires) est limitée à **15%** de la surface de la façade principale liée à l'activité s'exerçant dans le bâtiment.

● Enseignes murales parallèles au mur :

En secteur 2.1, les enseignes murales parallèles au mur situées sur les **activités à l'étage** sont admises si elles ne dépassent pas le niveau du 1^{er} étage et si leur surface ne dépasse pas 2m².

En secteur 2.2, les activités ou enseignes commerciales secondaires présentes dans un même bâtiment que l'activité principale (y compris à l'étage) seront annoncées sur 2 panneaux muraux communs, disposés aux entrées du bâtiment, d'une dimension de 1m/2m maximum.

■ **NOMBRE :**

- En secteur 2.1, 1 enseigne murale parallèle au mur autorisée maximum par façade commerciale ou 2 enseignes autorisées si la façade comporte 2 vitrines
- En secteur 2.2, 2 enseignes murales parallèles au mur autorisées maximum par façade commerciale dans la limite de 2 façades maximum.

■ **DIMENSIONNEMENT :**

► **Façades commerciales inférieures à 50 m² :**

- En secteur 2.1, la surface totale ne peut excéder 4 m²
- En secteur 2.2, la surface totale ne peut excéder 6 m²

► **Façades commerciales supérieures à 50 m² :**

- En secteur 2.1, la surface totale ne peut excéder 6 m²
- En secteur 2.2, la surface totale ne peut excéder 8 m²

- **Hauteur** : en secteur 2.1, la dimension de l'enseigne parallèle au mur est d'une hauteur maximale de 0,55 m (cf. *annexe n° 1, lettre A et B*).

○ **Enseignes murales perpendiculaires au mur :**

- **NOMBRE** : 1 enseigne en drapeau par façade commerciale dans la limite de 2 façades.
- **POSITIONNEMENT** : Les enseignes en drapeau doivent respecter une distance de 0,30 m minimum par rapport aux limites latérales du bâtiment (cf. *annexe n° 1, lettre E*), par rapport à la limite du niveau supérieur, de la corniche et des appuis de baies ou de l'égout du toit (cf. *annexe n° 1, lettre F*).

■ **DIMENSIONNEMENT :**

► **Hauteur - Largeur - Epaisseur :**

- En secteur 2.1 : 0,60m x 0,60m x 0,25m maximum (cf. *annexe n° 3*), à l'exception des croix des pharmacies qui peuvent atteindre 0,80m x 0,80m x 0,25m maximum
- En secteur 2.2 : 0,80m x 0,80m x 0,25m maximum (cf. *annexe n° 3*).

► **Saillie*** :

- En secteur 2.1, le dispositif* ne doit pas constituer une saillie de plus de 0,70m (cf. *annexe n° 1 lettre D et annexe n° 3*).
- En secteur 2.2, le dispositif* ne doit pas constituer une saillie de plus de 0,90m (cf. *annexe n° 1 lettre D et annexe n° 3*) ne doit pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique.

○ **Enseignes sur les lambrequins* ou les store-banne* :**

- **Nombre** : 1 enseigne maximum
- **Surface** : 2 m² maximum
- **Hauteur des caractères** : 0,20 m maximum

4.2 Les enseignes scellées au sol

En secteur 2.1, Les enseignes scellées au sol sont **interdites sauf pour les activités non visibles depuis la voie**, selon les règles suivantes :

- **NOMBRE** : 1 enseigne scellée au sol par unité foncière
- **POSITIONNEMENT** :
 - Uniquement sur le domaine privé en respectant un retrait de 3 m minimum par rapport à la limite de la chaussée. (cf. *annexe n° 4, lettre A*)
 - Doit être implantée à une distance maximale de la moitié de la hauteur de l'enseigne scellée au sol par rapport à la limite séparative. (cf. *annexe n° 4, lettre B*)
- **DIMENSIONNEMENT** :
 - ▶ **Surface** : 1 m² maximum
 - ▶ **Hauteur depuis le sol** : 2 m maximum (cf. *annexe n° 4, lettre C*)

En secteur 2.2, les enseignes scellées au sol sont **interdites sauf pour les activités non visibles depuis la voie** et les totems dédiés à l'affichage des prix du carburant dans les stations services, selon les règles suivantes :

- **NOMBRE** :
 - ▶ **Activités non visibles depuis la voie** : 1 enseigne scellée au sol par établissement
 - ▶ **Stations services** : 1 totem scellé au sol par station-service
- **POSITIONNEMENT** :
 - Uniquement sur le domaine privé en respectant un retrait de 3 m minimum par rapport à la limite de la chaussée. (cf. *annexe n° 4, lettre A*)
 - Doit être implantée à une distance maximale de la moitié de la hauteur de l'enseigne scellée au sol par rapport à la limite séparative. (cf. *annexe n° 4, lettre B*)
- **DIMENSIONNEMENT** :
 - ▶ **Surface** :
 - Activités non visibles depuis la voie : 2 m² maximum
 - Stations service : 4 m² maximum
 - ▶ **Hauteur depuis le sol** : 5 m maximum (cf. *annexe n° 4, lettre C*)

4.3 Les enseignes temporaires

Seules sont autorisées les **enseignes temporaires** installées dans les conditions suivantes :

- **NOMBRE** :
 - ▶ **Nombre pour les enseignes temporaires de moins de 3 mois signalant des opérations commerciales exceptionnelles, vente saisonnière de produits du terroir*** : 1 seule enseigne murale temporaire par unité foncière

- ▶ **Nombre pour les enseignes temporaires de moins de 3 mois signalant des opérations commerciales exceptionnelles** : 1 seule enseigne temporaire autorisée par unité foncière
- ▶ **Nombre pour les enseignes temporaires de plus de 3 mois** : 1 seule enseigne murale (à l'exception des clôtures non aveugle*) ou posée au sol temporaire autorisée par unité foncière
 - **DIMENSIONNEMENT** :
- ▶ **Surface pour les enseignes temporaires de moins de 3 mois signalant des opérations commerciales exceptionnelles**: 2 m² maximum
- ▶ **Surface pour les autres enseignes temporaires** : 2 m² maximum

REGLEMENTATION DE LA ZONE 3

HORS AGGLOMERATION HORS ZONE 2

1. LA DELIMITATION

La zone 3 comprend le territoire communal hors agglomération en dehors de la zone 2.

Le périmètre est délimité sur le document graphique réglementaire du présent RLP (*cf. annexe n° 2.A du RLP*).

2. LA PUBLICITE

La publicité est interdite, y compris sur le mobilier urbain.

3. LES PREENSEIGNES

Cf. dispositions générales.

4. LES ENSEIGNES

Les règles applicables dans le périmètre de la zone 3, complétant le règlement national et la partie 3 des dispositions générales du présent RLP, sont les suivantes :

4.1 Les enseignes murales

■ FAÇADES COMMERCIALES INFÉRIEURES A 50 M² :

La surface totale des enseignes (murales et perpendiculaires) est limitée à **20%** de la surface de la façade principale liée à l'activité s'exerçant dans le bâtiment.

■ FAÇADES COMMERCIALES SUPÉRIEURES A 50 M² :

La surface totale des enseignes (murales et perpendiculaires) est limitée à **15%** de la surface de la façade principale liée à l'activité s'exerçant dans le bâtiment.

○ Enseignes murales parallèles au mur :

■ NOMBRE

► *Façades commerciales inférieures à 50 m² :*

- 1 enseigne murale parallèle au mur autorisée par façade commerciale

► *Façades commerciales supérieures à 50 m² :*

- 2 enseignes murales parallèles au mur autorisées maximum par façade commerciale si présence de 2 vitrines commerciales

■ DIMENSIONNEMENT :

- La surface totale ne peut excéder 2 m².

- La dimension de l'enseigne parallèle au mur est d'une hauteur maximale de 0,50 m (*cf. annexe n° 1, lettre A*) et 0,45m pour les lettres peintes ou découpées (*cf. annexe n° 1, lettre B*).

○ Enseignes murales perpendiculaires au mur :

- **NOMBRE** : 1 enseigne en drapeau par façade commerciale dans la limite de 2 façades.
- **POSITIONNEMENT** : Les enseignes en drapeau doivent respecter une distance de 0,30 m minimum par rapport aux limites latérales du bâtiment (*cf. annexe n° 1, lettre E*), par rapport à la limite du niveau supérieur, de la corniche et des appuis de baies ou de l'égout du toit (*cf. annexe n° 1, lettre F*).
- **DIMENSIONNEMENT** :

▶ **Hauteur - Largeur - Epaisseur** : 0,60m x 0,60m x 0,25m maximum (*cf. annexe n° 3*).

Saillie* : le dispositif* ne doit pas constituer une saillie de plus de 0,70m (*cf. annexe n° 1 lettre D et annexe n° 3*), ne doit pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique.

○ Enseignes sur les lambrequins* ou les store-banne* :

- ▶ **Nombre** : 1 enseigne maximum
- ▶ **Surface** : 2 m² maximum
- ▶ **Hauteur des caractères** : 0,15 m maximum

4.2 Les enseignes scellées au sol

Les enseignes scellées au sol sont interdites sauf pour les activités non visibles depuis la voie, selon les règles suivantes :

- **NOMBRE** : 1 enseigne scellée au sol par unité foncière
- **POSITIONNEMENT** :

- Uniquement sur le domaine privé en respectant un retrait de 3 m minimum par rapport à la limite de la chaussée. (*cf. annexe n° 4, lettre A*)

- Doit être implantée à une distance maximale de la moitié de la hauteur de l'enseigne scellée au sol par rapport à la limite séparative. (*cf. annexe n° 4, lettre B*)

- **DIMENSIONNEMENT** :

- ▶ **Surface** : 2 m² maximum
- ▶ **Hauteur depuis le sol** : 2 m maximum (*cf. annexe n° 4, lettre C*)

4.3 Les enseignes temporaires

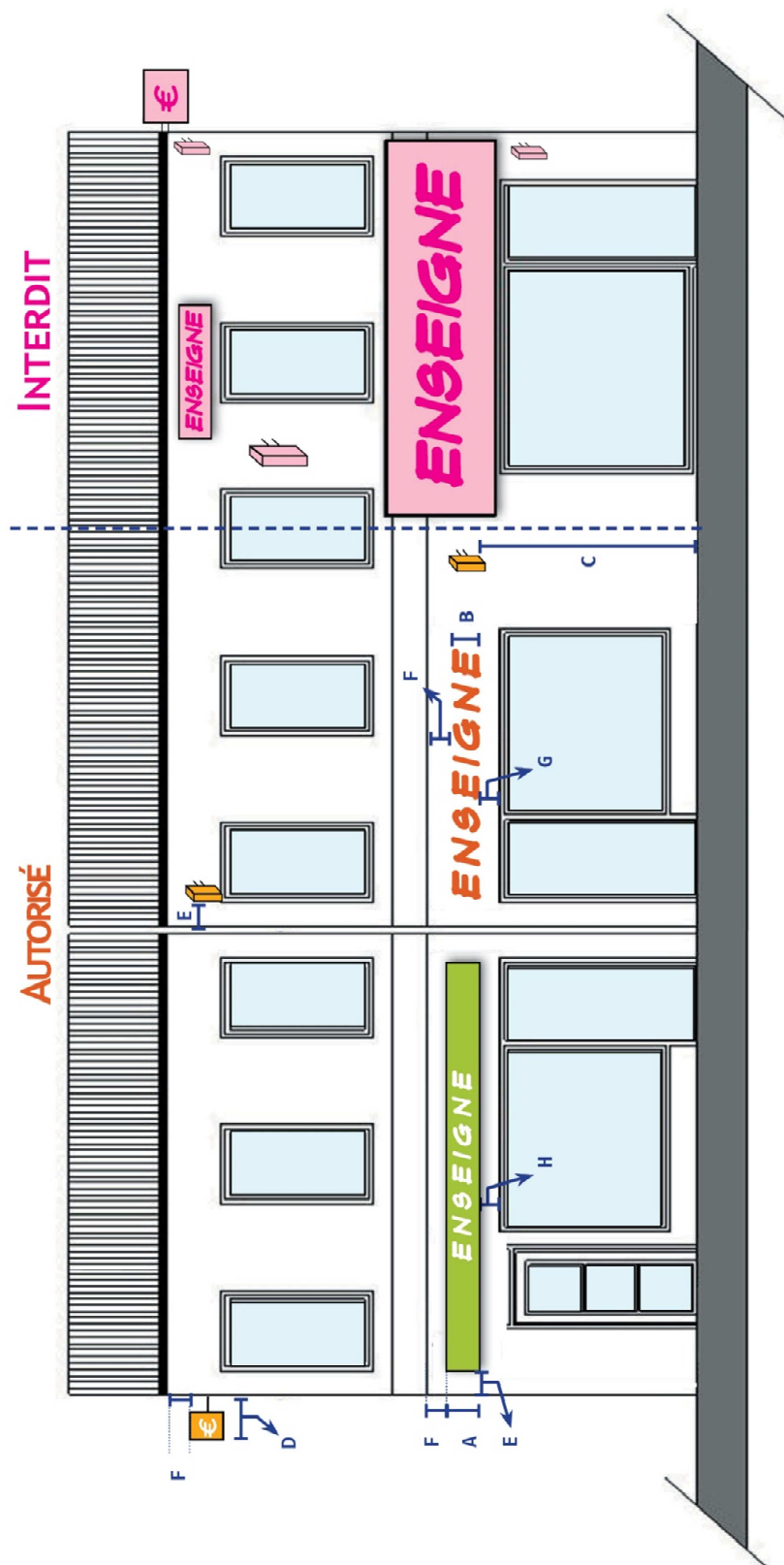
Seules sont autorisées les enseignes murales temporaires installées dans les conditions suivantes :

- **NOMBRE** : 1 seule enseigne murale temporaire autorisée par unité foncière*
- **DIMENSIONNEMENT** :

- ▶ **Surface pour les enseignes temporaires de moins de 3 mois** : 1 m² maximum
- Surface pour les enseignes temporaires de plus de 3 mois** : 2 m² maximum

Annexes du règlement :

ANNEXE N°1 :

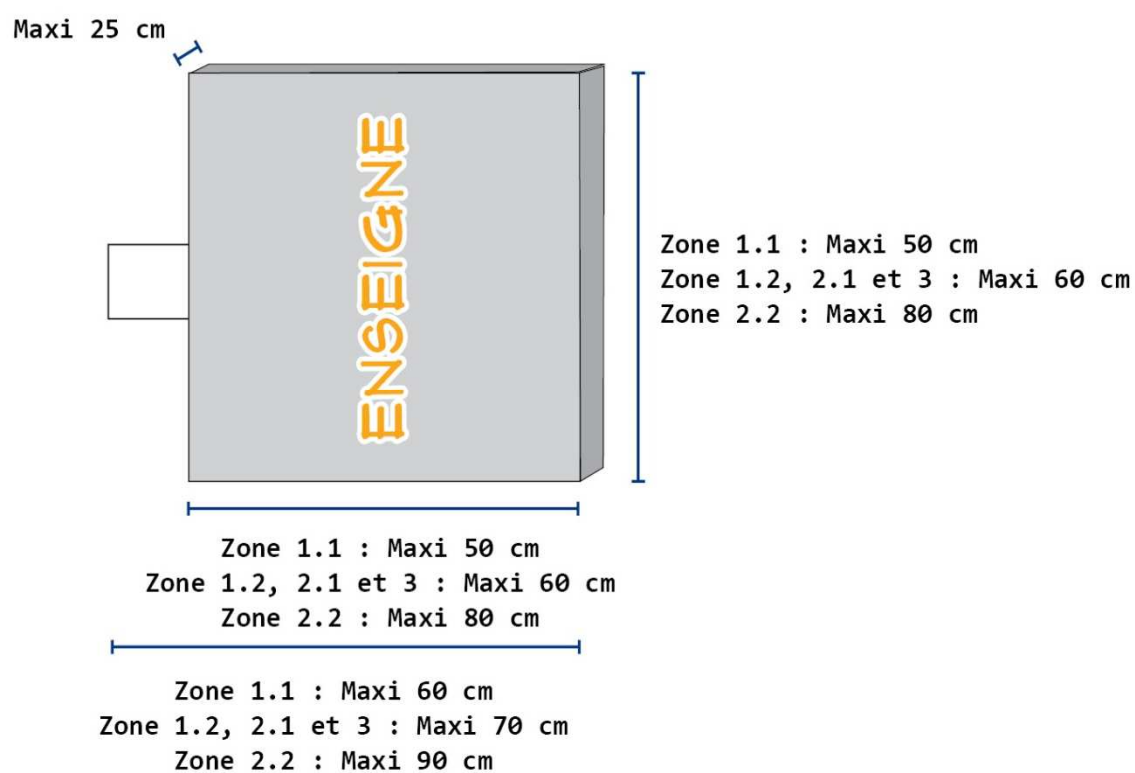


- A - Hauteur maxi de l'enseigne sur panneau
- B - Hauteur maxi de l'enseigne en lettres peintes ou découpées
- C - Distance entre le sol et le niveau le plus bas de l'enseignes en drapeau située en rez-de-chaussée : 2,50 m
- D - Saillie par rapport à la façade
- E - Distance min par rapport aux limites latérales du bâtiment : 0,30 m
- F - Distance min par rapport à la limite du niveau supérieur, de la corniche, des appuis de baie ou de l'égoût du toit : 0,30 m
- G - Distance min à respecter par rapport aux ouvertures sur façade pour les enseignes parallèles à la façade : 0,30 m

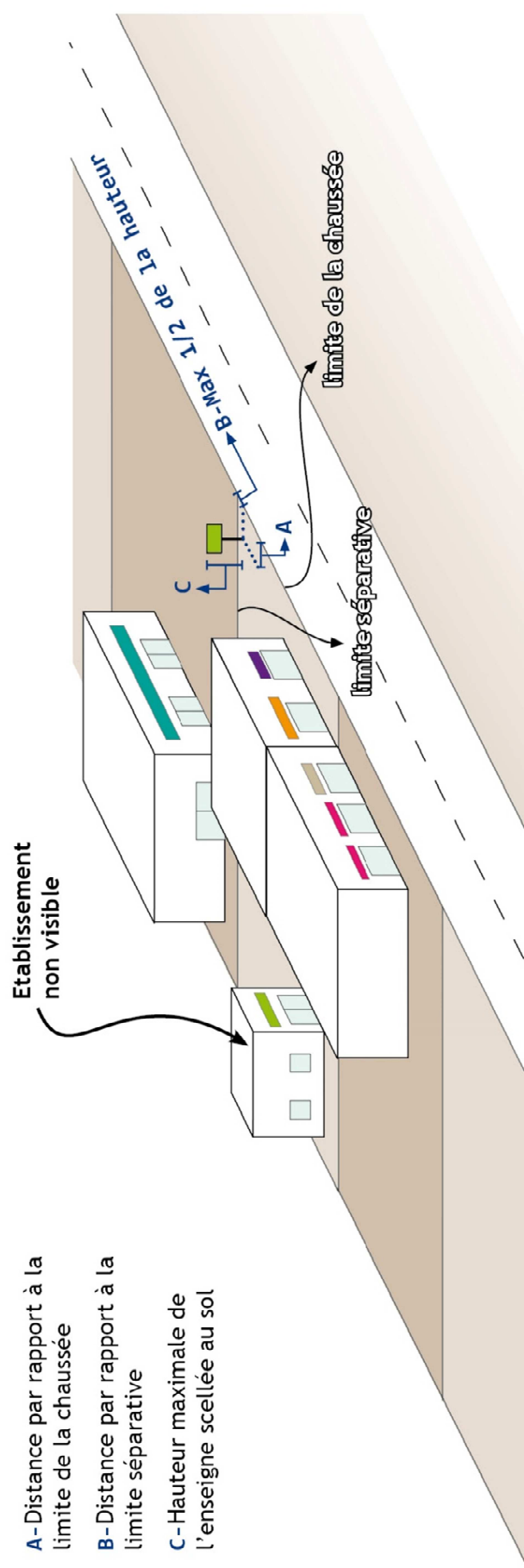
ANNEXE N°2 :



ANNEXE N°3 :



ANNEXE N°4 :



ANNEXE N°5 : DEFINITIONS DES DIFFERENTS DISPOSITIFS VISES PAR LA REGLEMENTATION³



Exemples de dispositifs : Publicité scellée au sol ou sur support (PUB) ; publicité sur mobilier urbain (MU) ; préenseigne scellée au sol (PE) ou posée au sol, type chevalet (C) ; enseignes à plat, perpendiculaire (E), en toiture et scellée au sol (E).

La publicité :

Terme désignant toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

La généralité de la définition permet d'appréhender tous types de publicité, existants comme à venir. Les dispositifs publicitaires actuellement réglementés par le code de l'environnement illustrent cette diversité.

Une typologie de ces dispositifs, non exhaustive, peut être dressée en fonction de leurs conditions d'implantation :

- publicité scellée au sol ou implantée directement sur le sol ;
- publicité apposée sur un support existant (mur, clôture*, etc.) ;
- publicité sur bâches de chantier* ou autres ;
- publicité apposée sur du mobilier urbain.

Selon qu'ils utilisent ou non une source lumineuse :

- publicité supportant des affiches éclairées par projection ou par transparence ;
- publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou par transparence ;
- publicité numérique.

Selon leur taille :

- dispositifs de petit format dit de « micro-affichage » ;

³ Extrait du *Guide pratique sur « La réglementation de la publicité extérieure »*, Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie, avril 2014.

- dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles.

Selon leur mobilité :

- publicité sur véhicule équipé ou utilisé à des fins essentiellement publicitaires ;
- publicité sur bâtiments navigants motorisés.

Selon qu'ils délivrent un message publicitaire ou non :

- publicité relative aux activités des associations sans but lucratif ;
- affichage d'opinion ;
- publicité effectuée en application d'une disposition législative ou réglementaire ou en application d'une décision de justice ;
- publicité destinée à informer le public sur des dangers qu'il encourt ou des obligations qui pèsent sur lui dans des lieux considérés ;
- publicité commerciale.

Les enseignes :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble* et relative à une activité qui s'y exerce.

Comme pour la publicité, le code de l'environnement prévoit des règles différentes selon les conditions dans lesquelles les enseignes sont implantées. Le code de l'environnement prévoit des règles pour :

- les enseignes en façade selon qu'elles sont implantées à plat ou perpendiculaires (enseigne dite « en drapeau ») ;
- les enseignes en toiture ;
- les enseignes scellées au sol ou implantées directement sur le sol ;
- les enseignes lumineuses parmi lesquelles figure l'enseigne à faisceau de rayonnement laser.

Par exception, compte tenu de leurs dimensions, de leur implantation et du fait qu'elles sont visibles par un très grand nombre de personnes, les tribunaux ont requalifié certaines enseignes en publicité. Cette jurisprudence s'est illustrée à propos :

- de lettres découpées de grande hauteur implantées au sommet d'un immeuble (CE, 13/11/1992, Cie Gan Incendies-Accidents, req. n° 110604) ;
- d'un totem de grande hauteur avec, à son sommet, un disque à large diamètre (TA Grenoble 05/02/2003, Assoc. Paysages de France, req. nos 2413 et 2982).

De même, une enseigne qui se dissocie matériellement du lieu où l'activité est exercée doit être requalifiée de préenseigne (CE, 04/03/2013, Sté Pharmacie Matignon, req. n° 353423).

Ces décisions viennent utilement rappeler qu'un dispositif* dont la fonction essentielle est manifestement détournée peut être requalifié afin de correspondre à la nouvelle fonction à laquelle son propriétaire décide de l'assigner. Il convient alors de lui appliquer le régime juridique correspondant.

Les préenseignes :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble* et relative à une activité qui s'y exerce.

Bien que très proche de la définition de l'enseigne, la préenseigne s'en distingue toutefois par son lieu d'implantation. L'enseigne est implantée sur l'immeuble où s'exerce l'activité signalée alors que la préenseigne est implantée sur un immeuble matériellement différent de celui où s'exerce l'activité signalée.

Cas particulier des préenseignes dérogatoires :

L'article L.581-19 pose le principe selon lequel les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité sauf pour celles dites « dérogatoires » qui sont soumises à un régime distinct de celui de la publicité.

L'installation de préenseignes scellées au sol peut déroger à l'interdiction hors agglomération ou dans les agglomérations de moins de dix mille habitants lorsqu'elles signalent :

- les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir* par des entreprises locales ;
- les activités culturelles* ;
- les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;
- à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles suivantes :
 - o les préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
 - o les préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elle signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Les dispositifs lumineux :

Les dispositifs lumineux sont définis comme étant les dispositifs à la réalisation desquels participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet (Art. R.581-34 pour la publicité lumineuse et Art. R.581-59 pour l'enseigne lumineuse). Dans le but de prévenir d'éventuelles nuisances lumineuses, ces dispositifs sont soumis à des règles particulières dont une obligation d'extinction nocturne.

Trois catégories de publicité lumineuse sont identifiées par le code de l'environnement :

- la publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ;
- la publicité numérique (depuis le décret du 30 janvier 2012) ;
- les autres lumineux.

Deux catégories d'enseigne lumineuse sont également identifiées par le code de l'environnement : l'enseigne lumineuse « ordinaire » et qui se distingue de l'enseigne « à faisceau de rayonnement laser ».

Le mobilier urbain supportant la publicité :

Le mobilier urbain est une installation implantée sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité pour les usagers (poubelles, bancs publics, abris des services de transport en commun, indication du nom des rues, etc.). Le code de l'environnement reconnaît à certains types de mobilier urbain la possibilité d'accueillir, à titre accessoire, de la publicité dans des conditions spécifiques.

Sont concernés les cinq types de mobilier urbain suivant :

- les abris destinés au public ;
- les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial ;
- les colonnes porte-affiches ne supportant que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles (type colonne « Morris ») ;
- les mâts porte-affiches ;
- le mobilier recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local ou des œuvres artistiques dont une face reçoit de la publicité.



Les différents types de mobilier urbain pouvant accueillir de la publicité : l'abribus (à gauche), le kiosque à journaux (au fond), la colonne porte-affiche (à gauche du kiosque), le mât porte-affiche (portant la mention culture) et deux mobiliers recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local (portant la mention info) : un de 2 m² (communément appelé sucette) et un de 8 m².

Dispositif ne relevant pas de la réglementation de la publicité extérieure : la Signalisation d'Information Locale (SIL)

Une forme particulière de dispositif portant le nom de Signalisation d'Information Locale (SIL) se développe, principalement, hors agglomération.

Relevant du code de la route, cette microsignalétique a pour objet d'assurer la signalisation des services et des équipements tout en renforçant la protection du cadre de vie en raison de son format réduit et de sa normalisation en termes d'homogénéité, de lisibilité et de visibilité. Elle répond à des normes précises notamment en termes de couleurs et d'idéogrammes pouvant y figurer (lettrage, dimensions, activités signalées). Selon l'article L.581-19 dernier alinéa, dans sa rédaction applicable au 13 juillet



2015, seule la SIL pourra se substituer aux préenseignes, dites « dérogatoires », qui signalent, hors agglomération, les activités particulièrement nécessaires aux personnes en déplacement, les activités exercées en retrait de la voie publique et les activités liées à des services publics ou d'urgence*.

ANNEXE N°6 : LEXIQUE⁴

Appuis de baie ou de fenêtre :

Partie maçonnée basse, préfabriquée ou coulée, sur laquelle s'appuie une fenêtre.

Auvent :

Avancée en matériaux durs en saillie sur un mur, au-dessus d'une ouverture ou d'une devanture dont l'objet est de protéger des intempéries.

Aveugle :

Se dit d'un mur ou d'une façade d'un bâtiment ne comportant aucune ouverture d'une surface supérieure à 0,5 m².

Baie :

Toute surface vitrée pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.).

Bandeau (de facade) :

Se dit de la bande horizontale située entre le bord supérieur des ouvertures de la devanture et la corniche séparant le rez-de-chaussée du premier étage ou de l'entresol d'un immeuble.

Caisson lumineux :

Dispositif visuel éclairé par l'intérieur au moyen de tubes néons ou de led.

Chevalet :

Dispositif posé sur le sol devant un commerce (presse, restaurant, photographe, etc.). Généralement installé sur le domaine public (trottoir), il fait l'objet d'une autorisation de stationnement.

Clôture :

Terme désignant toute construction non maçonnée destinée à séparer une propriété privée du domaine public ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Clôture aveugle :

Se dit d'une clôture qui ne comporte pas de partie ajourée.

Clôture non aveugle :

Se dit d'une clôture constituée d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Corniche :

Couronnement continu en saillie du bâtiment ou d'un de ses éléments de composition

Culturelles (activités) :

Sont qualifiées comme telles les spectacles cinématographiques, les spectacles vivants ainsi que l'enseignement et l'exposition des arts plastiques.

Devanture :

Terme désignant le revêtement de la façade d'un commerce. Elle est constituée d'un bandeau de façade, de piliers* d'encadrement et d'une vitrine.

Dispositif (publicitaire) :

Terme désignant un support dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Durable :

Terme qualifiant les matériaux tels que le bois, le plexiglas, le métal ou la toile plastifiée imputrescible.

⁴ Extrait du *Guide pratique sur « La réglementation de la publicité extérieure »*, Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie, avril 2014.

Egout du toit :

Partie basse des versants de toiture, l'égout surplombe la gouttière permettant l'évacuation des eaux de pluie.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne à faisceau de rayonnement laser

Forme d'enseigne lumineuse constituée d'un ou plusieurs rayons dirigés vers le ciel et destinée à être perçue à grande distance.

Enseigne lumineuse :

Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet (néons, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant...).

Enseigne numérique :

Enseigne composée d'un écran numérique présentant des images fixes ou animées.

Enseigne temporaire :

Enseigne signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- pour plus de trois mois, des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que la location ou la vente de fonds de commerce.

Garde-corps :

Élément ou ensemble d'éléments formant une barrière de protection placée sur les côtés d'un escalier ouvert, ou pourtour d'une toiture-terrasse.

Immeuble :

Terme désignant, au sens du code civil, le bâtiment mais aussi le terrain sur lequel peut être implanté un bâtiment.

Imposte de la porte :

Châssis fixe ou non, occupant le haut d'une baie ; au-dessus du ou des vantaux qui constituent la porte

Kakemono(s) :

Affiche ou panneau imprimé sur un support souple et plastifié, pouvant être déroulé et comportant une structure autoportante permettant au panneau de tenir debout.

Lambrequin :

Retombée d'un store de magasin, souvent réservé à recevoir de la publicité ou à indiquer le nom du propriétaire.

Marquise :

Terme désignant l'auvent vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Modénature :

Terme désignant les éléments en relief ou en creux qui décorent la façade d'un bâtiment.

Mur de clôture :

Ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Mur aveugle (ou mur pignon) :

Voir façade aveugle.

Oriflamme :

Drapeau publicitaire mobile se présentant sous l'apparence d'une bannière (étroite et longue le plus souvent) ou d'un étendard suspendu à un mât.

Ouverture :

Tout percement pratiqué dans un mur.

Pilier :

Terme, synonyme de piédroit, désignant les montants verticaux en maçonnerie situés de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Parc naturel régional (PNR) :

Les parcs naturels régionaux ont vocation à préserver et à mettre en valeur des territoires dont les milieux naturels, les paysages et le patrimoine culturel présentent un intérêt particulier. Chaque parc naturel régional définit un projet de territoire concerté de développement durable, conciliant les objectifs de protection du patrimoine et de développement économique. Ce projet est formalisé à travers une charte qui engage l'ensemble des signataires, en particulier l'Etat et les collectivités territoriales, pour une durée de 12 ans, à l'issue de laquelle la charte est révisée.

Préenseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Préenseigne temporaire :

Voir enseigne temporaire

Produits du terroir :

Expression désignant les produits traditionnels liés à un savoir-faire et à une identité culturelle locaux, fabriqués dans un secteur géographique délimité et identifié ayant un rapport avec l'origine du produit.

Publicité :

Terme désignant toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité lumineuse :

Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet.

Route express :

Routes ou sections de routes appartenant au domaine public de l'Etat, des départements ou des communes, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet, at qui peuvent être interdit à certaines catégories d'usagers et de véhicules (article L151-1 du Code de la voirie routière)

Saillie :

Terme désignant la distance qui sépare le dispositif débordant et le nu de la façade.

Scelle au sol :

Se dit d'une publicité, d'une enseigne ou d'une préenseigne ancrée dans le sol au moyen d'un scellement durable (béton par exemple).

Service d'urgence :

Se dit d'un service public portant secours aux personnes (pompiers, SAMU) ou assurant la sécurité des personnes (police nationale ou gendarmerie nationale).

Store-banne :

Dispositif de protection contre la lumière, en tissu ou en matériau léger, fixé en haut d'une fenêtre ou vitrine et qui s'enroule et de déroule autour d'un rouleau horizontal.

Support :

Terme désignant toutes les constructions (bâtiment, clôture, ouvrage, etc.) susceptibles de recevoir un dispositif publicitaire.

Terrasse (ou toiture-terrasse) :

Terme désignant une toiture dont la pente est inférieure à 15 %.

Vitrine :

Devanture vitrée d'un commerce.

Unité foncière :

Terme désignant un ensemble continu de parcelles cadastrales constituant une même propriété.